

PREFET DE L'INDRE

Châteauroux , le 27 janvier 2011

**INSTALLATIONS CLASSEES**

**ÉTABLISSEMENTS CONCERNES :**

- SOCIÉTÉ CHIMICOLOR  
USINE DE BUZANÇAIS

- MAIRIE DE LEVROUX  
STATION D'ÉPURATION COMMUNALE

**Objet :** Projets d'arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires relatives au suivi des substances mesurées dans les rejets aqueux d'établissements. Phase de surveillance initiale des émissions de substances toxiques.

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet de l'Indre**

La circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique (RSDE) présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation précise que tous établissements ayant un ou plusieurs rejets d'eaux industrielles doivent faire l'objet d'une surveillance des émissions des substances dangereuses, à partir de listes de substances déterminées par secteur d'activités.

Cette action nationale est détaillée dans le rapport du 21 juin 2010 de l'inspection des installations classées.

Ce rapport présenté lors de la réunion du 1<sup>er</sup> juillet 2010 du CODERST de l'Indre (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) proposait d'imposer cette surveillance à un certain nombre d'établissements du département dont le site de BUZANÇAIS de la société CHIMICOLOR et la station de traitement des eaux usées exploitée par la mairie de LEVROUX.

Lors de cette réunion, il n'y a pas été statué sur les projets de prescriptions proposées pour ces établissements et il a été convenu de les réexaminer ultérieurement.

Les éléments fournis le 17 septembre 2010 par la société CHIMICOLOR ne permettant pas de modifier les prescriptions proposées pour son établissement, nous proposons de les maintenir.

.../...

En effet, et conformément aux termes de la circulaire du 5 janvier 2009 amendée par la note de la direction générale de la prévention des risques en date du 23 mars 2010, la liste de substances à prendre en compte pour la phase de surveillance initiale des rejets de substances dangereuses est la liste de substances en gras (6 analyses) et la liste de substances en italique (6 analyses ou 3 analyses consécutives montrant que la substance n'est pas détectée) du secteur d'activités 21 « industrie du traitement de surface ». Les termes de cette note ont été approuvés par le comité de suivi de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009, regroupant les services déconcentrés de l'inspection des installations classées, les agences de l'eau, les différents secteurs industriels concernés, l'INERIS et les représentants des laboratoires. Cette note est une instruction aux services de l'Etat, au même titre que la circulaire du 5 janvier 2009 et doit donc être prise en compte pour définir les modalités de la surveillance initiale demandée aux établissements concernés.

De plus, les précédentes analyses ayant été réalisées il y a plus de cinq ans, il est nécessaire de procéder à de nouveaux contrôles au sens des prescriptions formulées par le ministère chargé de l'environnement.

La station d'épuration de LEVROUX est une installation classée pour la protection de l'environnement, du fait que sa capacité de traitement est supérieure à 10 000 équivalents-habitants (capacité 17 000 équivalents-habitants) et que la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité en station en DCO – demande chimique en oxygène (rubrique n° 2752 de la nomenclature des installations classées).

Cette installation qui a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2000 reçoit des eaux résiduaires issues d'installations classées mais également des effluents urbains. Aussi, les contrôles réalisés par les exploitants de certaines de ces installations ne permettent pas de dispenser le contrôle des rejets de la station d'épuration.

Par ailleurs, les stations d'épuration urbaines sont maintenant soumises à cette action de surveillance de leurs rejets. Les conditions de mise en œuvre de celle-ci sont précisées dans la circulaire du 29 septembre 2010.

Dès lors, nous proposons de maintenir pour cet établissement les prescriptions jointes au rapport susvisé du 21 juin 2010.

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, les projets d'arrêtés complémentaires joints au présent rapport doivent être soumis à l'avis préalable du CODERST de l'Indre.